

T76A1
E88
2004/05
2
QL
P. gouv.

ÉTUDE DES CRÉDITS

2004-2005

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

LES DONNÉES CONCERNANT LE CONSEIL CONSULTATIF DU TRAVAIL ET DE
LA MAIN-D'OEUVRE (CCTM) SONT INTÉGRÉES À CELLES DU MINISTÈRE



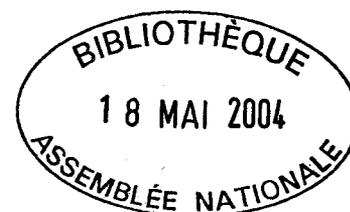
MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
1. Comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire, entre les crédits 2003-2004 et 2004-2005.....	1
2. Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom, le titre du titulaire ainsi que le numéro de téléphone.....	2
3. Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :.....	5
- tirage;	
- coût;	
- distribution;	
- imprimeur.	
4. Liste des voyages hors Québec depuis le 1 ^{er} avril 2003.....	7
- endroits et dates du départ et du retour;	
- but du voyage;	
- personnes rencontrées;	
- noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre);	
- pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;	
- bilan et résultat des rencontres.	
5. Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels :.....	11
- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2003-2004 et les prévisions pour 2004-2005;	
- les noms des fournisseurs;	
- le but visé par chaque dépense.	
6. Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2003-2004 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :.....	12
- liste et coût;	
- copie des soumissions;	
- copie du questionnaire et du résultat;	
- firme ayant obtenu le contrat.	
7. Liste des études commandées, à l'extérieur ou à l'intérieur, durant l'exercice financier 2003-2004 à la demande du ministère ou de l'organisme :.....	13
- liste et coût;	
- copie des soumissions;	
- copie des études;	
- firme ou individu ayant obtenu le mandat;	
- copie du contrat.	



8.	Contrats de moins de 25 000 \$ octroyés en 2003-2004.....	14
	<ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. 	
9.	Le montant, pour l'année 2003-2004, de chacune des dépenses suivantes :.....	33
	<ul style="list-style-type: none"> - la photocopie; - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation; - les téléavertisseurs; - le mobilier de bureau; - les distributeurs d'eau de source; - le remboursement des frais de transport; - le remboursement des frais d'hébergement; - le remboursement des frais de repas; - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> a) au Québec b) à l'extérieur du Québec. 	
10.	Nombre et répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin, du personnel féminin, du personnel handicapé, des communautés culturelles, des anglophones et des autochtones pour chaque catégories d'emploi pour l'exercice financier 2003-2004 et les prévisions pour 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007.....	34
11.	À chacun des mois du dernier exercice budgétaire 2003-2004, pour chaque ministère et organisme et ce, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :.....	35
	<ul style="list-style-type: none"> a) nombre total de jours de maladie pris par le personnel; b) nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) c) nombre total de jours de vacances pris par le personnel. 	
12.	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis 2001-2002 :.....	36
	<ul style="list-style-type: none"> - évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); - évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; - nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; - nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); - niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; - nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années. 	

13.	La liste des baux pour les espaces loués de la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :.....	38
	<ul style="list-style-type: none"> - l'emplacement de la location; - la superficie du local loué; - la superficie réellement occupée; - la superficie inoccupée; - le coût de location au mètre carré; - le coût total de ladite location; - les coûts d'aménagement réalisés en 2003-2004, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; - la durée du bail. 	
14.	Liste des baux auxquels la SIQ a mis fin en 2003-2004, et prévisions 2004-2005.....	39
15.	Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 2003-2004, qui louent des espaces en indiquant pour chacune d'elles :.....	40
	<ul style="list-style-type: none"> - l'emplacement de la location; - la superficie du local loué; - la superficie réellement occupée; - la superficie inoccupée; - le coût de location au mètre carré; - le coût total de ladite location; - les coûts d'aménagement réalisés en 2003-2004, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; - la durée du bail; - le propriétaire et/ou le nom de la firme. 	
16.	Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels depuis le 29 avril 2003.....	41
17.	La liste du personnel du cabinet de chaque membre du Conseil des ministres au 1 ^{er} mars 2004 en indiquant pour chaque individu :.....	42
	<ul style="list-style-type: none"> - la date de l'entrée en fonction; - le titre de la fonction; - l'adresse du port d'attache; - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; - la description de tâches; - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 29 avril 2003; - le nombre total d'employés au cabinet; - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée..... 	
18.	Liste des sommes d'argent versées en 2003-2004 à même le budget discrétionnaire :.....	44
	<ul style="list-style-type: none"> a) du ministre b) du ministère ou de l'organisme, en indiquant : <ul style="list-style-type: none"> - le nom de l'organisme ou de la personne concernés; - le montant attribué; - le projet visé et le résultat. 	
19.	La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2002-2003 et 2003-2004; pour chacun de ces programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007.....	47

20. Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :..... 48
- le poste initial;
 - le salaire;
 - le poste actuel, s'il y a lieu;
 - la date de la mise en disponibilité;
 - la prévision 2003-2004 et 2004-2005.
21. Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère ou l'organisme qui n'occupe aucun poste dans ce ministère ou cet organisme :..... 49
- nom de la personne;
 - poste occupé;
 - salaire;
 - assignation initiale;
 - date de l'assignation hors structure;
 - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
22. Liste du personnel rémunéré par le ministère ou l'organisme et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :..... 50
- assignation initiale;
 - assignation actuelle;
 - salaire;
 - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
23. Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère ou à l'organisme :..... 51
- assignation initiale;
 - assignation actuelle;
 - salaire;
 - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
24. Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :..... 52
- le salaire de la personne;
 - le montant reçu du régime de retraite.
25. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée)..... 53
26. Évolution de la masse salariale de chaque cabinet ministériel depuis 1989..... 54
27. Liste de tous les abonnements du ministère ou de l'organisme et le coût :..... 55
- services Internet d'information;
 - livres;
 - journaux;
 - magazines;
 - bulletins électroniques et/ou papiers;
 - clubs privés ou autres;
 - billets de saison; - etc.

28.	Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :.....	57
	<ul style="list-style-type: none"> - le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site; - les coûts de construction du site; - le coût de l'entretien et de la mise à jour; - qui est responsable du contenu sur le site; - qui est autorisé à faire des modifications sur le site; - quelle est la fréquence moyenne de mise à jour; - le nombre de visiteurs (hits) par mois; - combien de fois le site a-t-il été refait? quel a été le coût? quels sont les critères qui ont justifié les changements? 	
29.	Quels sont les programmes spécifiques qui sont offerts aux jeunes (15-35 ans), le nombre de participants ainsi que le coût de la mesure, du service ou du programme?.....	61
30.	Pour chacun des ministères ou organismes publics ou parapublics, lors de mission à l'étranger :.....	62
	<ul style="list-style-type: none"> - la liste des ententes signées et/ou annoncées; - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour. 	
31.	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.....	63
32.	Dépenses effectuées en 2002-2003 par chaque ministère et chaque organisme dans les technologies de l'information :.....	64
	<ul style="list-style-type: none"> a) téléphonie; b) matériel informatique; c) logiciels; d) programmation; e) formation. 	
33.	Liste et copie de tous les contrats octroyés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.....	66
34.	Liste et copie des sondages commandés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.....	67
35.	Méthodologie employée pour effectuer la planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnels.....	68
36.	Pour chaque ministère et organisme, le cas échéant, le nombre de réunions des comités ministériels sur l'organisation du travail.....	69
37.	Pour chaque ministère et organisme, les budgets consacrés à la sécurité des ministères (interne ou par contrat à l'externe) en 2001-2002, 2002-2003 et ceux prévus pour 2003-2004.....	70
38.	Pour chaque ministère et organisme, le nombre et la nature des griefs formulés à l'égard des politiques ministérielles visant à assurer la confidentialité des informations ainsi que le nombre de sanctions imposées aux employés et aux cadres à l'égard de ces mêmes politiques.....	71

39.	Modification à une directive existante ou toute nouvelle directive s'appliquant à tous les ministères ou organismes, ou particulière à certains ministères ou organismes, à l'égard de la circulation et la confidentialité de l'information ainsi que toutes les sommes investies dans l'application de ces mesures par chacun des ministères et organismes incluant le ministère de la Sécurité publique.....	72
40.	Nominations, depuis le 29 avril 2003, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs : liste, mandats, contrats, résultat du travail effectué, échéances prévues, sommes impliquées.....	73
41.	Pour chaque ministère et organisme, toute nouvelle entente ou lettre d'entente ainsi que toute modification à une entente existante avec le gouvernement fédéral, l'un de ses organismes ou un autre organisme qui a son propre conseil d'administration mais dont les fonds proviennent à plus de 50 % du gouvernement fédéral ou de l'un de ses organismes.....	74
42.	Études commandées en 2003-2004 sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux déjà offerts ou de nouveaux services publics, les contrats liés à ces études, les mandats détaillés, l'échéance prévue et les montants impliqués.....	75
43.	Pour 2003-2004, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en distinguant pour chacune des régions.....	76
44.	Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2003-2004 ainsi que les prévisions pour 2004-2005 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciel ou équipements) pour la mise en place du gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.....	77
45.	Rapports et évaluation des missions effectuées à l'étranger par le premier ministre, sa conjointe, les ministres, les ministres délégués, les hauts fonctionnaires.....	78
46.	Liste et copie de tous les avis demandés au Commissaire au lobbying par un ministère, un organisme ou un cabinet ministériel.....	79
47.	Liste et copie de tous les avis demandés à la Commission d'accès à l'information par un ministère, organisme ou un cabinet ministériel.....	80
48.	Liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres.....	81
49.	Pour chacun des ministères et organismes, le nombre de poste non comblés depuis février 2004.....	82
50.	Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2003-2004, en précisant le nombre depuis février 2004.....	83
51.	Pour chaque ministère et organisme, le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2003-2004 et mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles.....	84
52.	Nominations effectuées par chaque membre du Conseil des ministres.....	86

53.	Solutions proposées par chaque ministère ou organisme dans le cadre des travaux portant sur la réingénierie de l'État à la demande du Conseil exécutif, du Conseil du trésor ou des comités formés par le gouvernement.....	87
54.	Liste des contrats confiés à l'externe par chaque ministère ou organisme à des fins de réingénierie (discours, séances de remue-méninges, etc.).....	88
55.	Sommes dépensées pour les voyages en avion de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger.....	89
56.	Nombre d'attachés politiques qui ont signé les directives du premier ministre intitulées <i>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre</i> et <i>Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État</i>	90
57.	Montants versés à chacun des traiteurs ayant fait affaire avec chaque ministère (incluant les cabinets ministériels) et organisme en 2003-2004.....	91
58.	Pour chaque ministère et organisme, évolution depuis 2000 du nombre de fonctionnaires responsables des dossiers de condition féminine et prévision d'effectifs pour 2004-2005.....	92
59.	Publications relatives à la condition féminine pour 2003-2004, publiées pour chaque ministère et organisme.....	93
60.	Rapports de tous les comités interministériels et de tous les groupes de travail pour chaque ministère et organisme en 2003-2004.....	94
61.	Copie des parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres.....	95

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

1. COMPARAISON DES CRÉDITS 2003-2004 ET 2004-2005.

Comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire, entre les crédits 2003-2004 et 2004-2005.

VEUILLEZ VOUS RÉFÉRER AU CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS DU PORTEFEUILLE DU TRAVAIL TRANSMIS AVEC L'ENSEMBLE DE LA DOCUMENTATION DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ET

CONSEIL CONSULTATIF DU TRAVAIL ET DE LA MAIN-D'OEUVRE

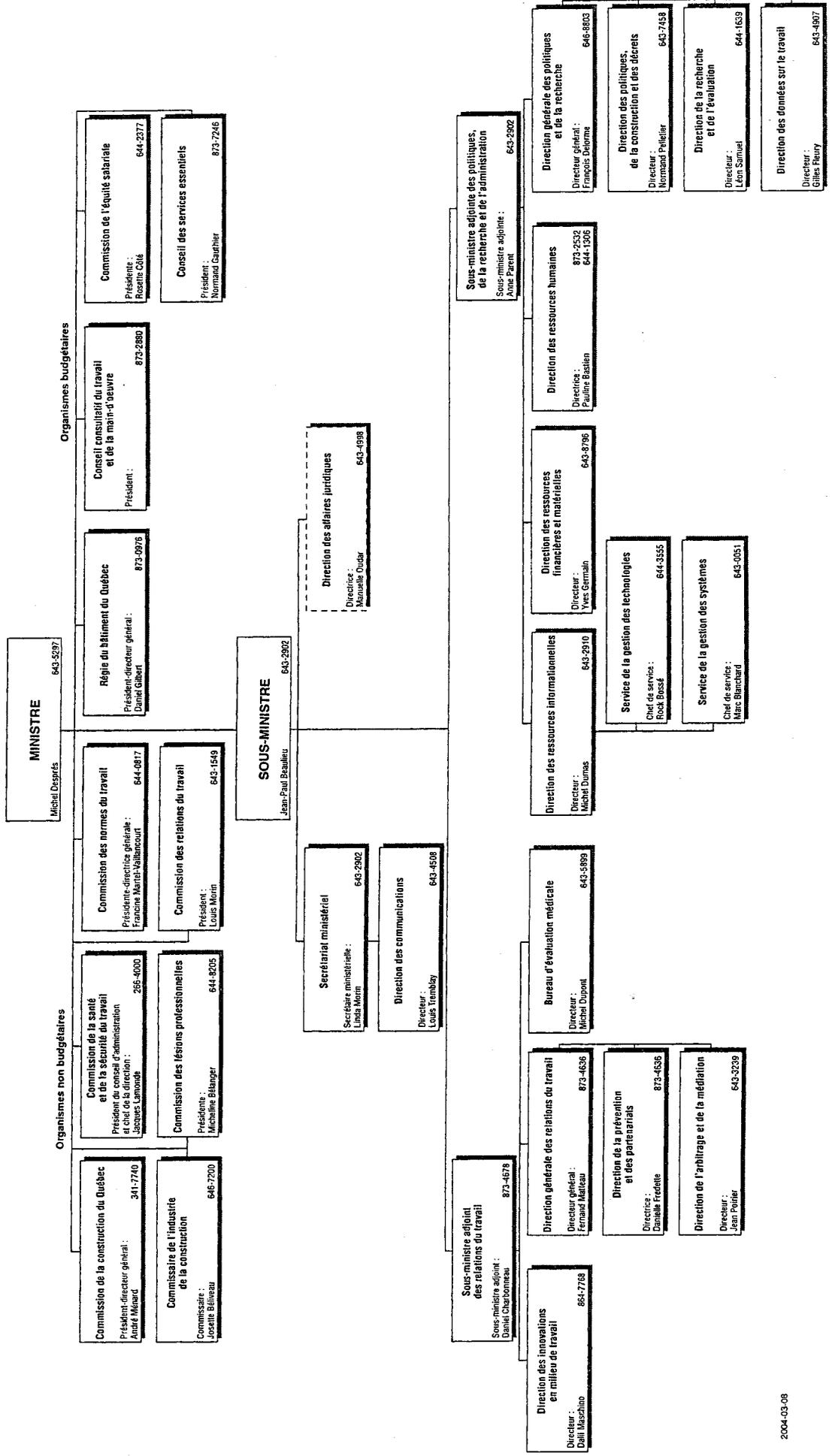
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

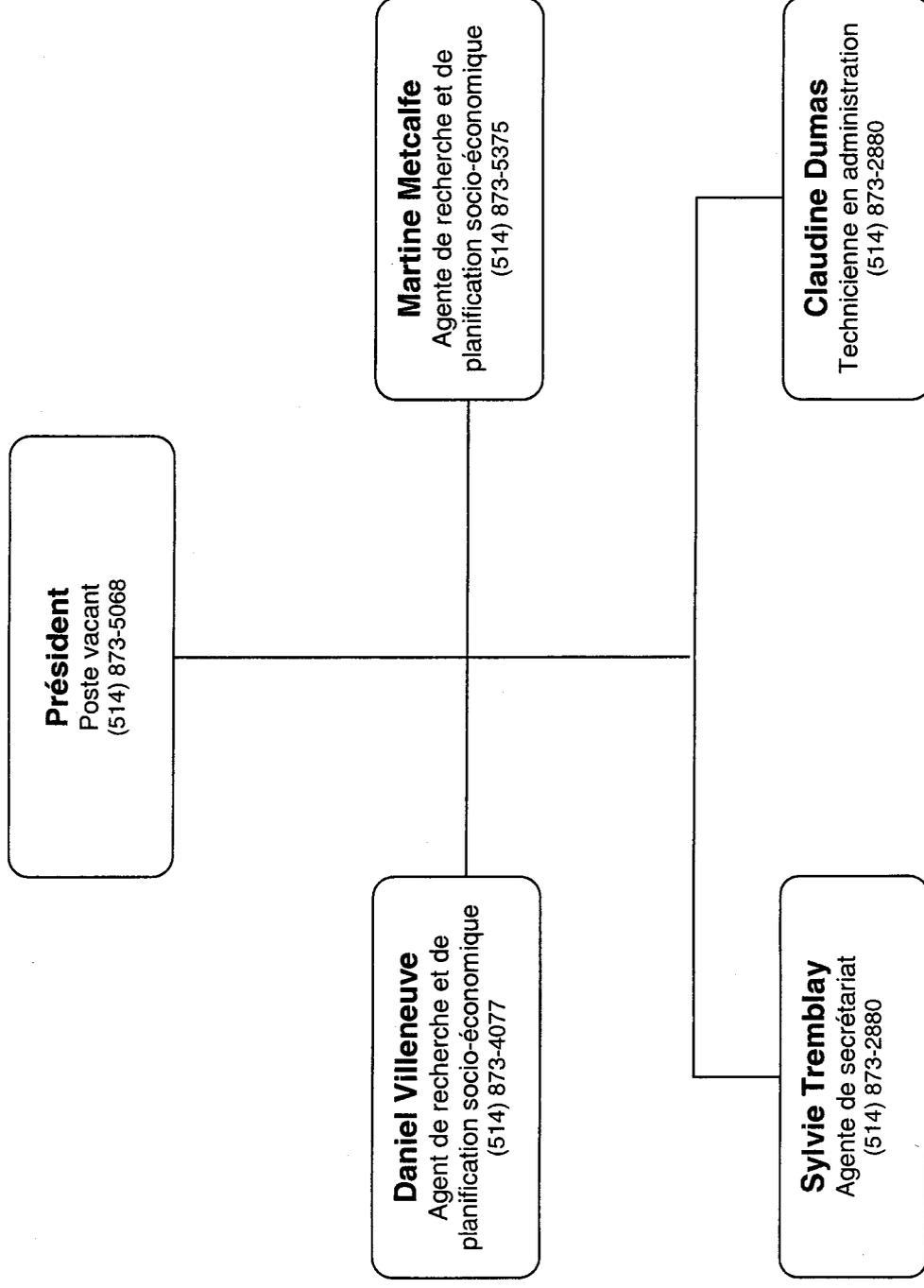
2. ORGANIGRAMME.

Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom, le titre du titulaire ainsi que le numéro de téléphone.

**LES ORGANIGRAMMES
SONT PRÉSENTÉS AUX PAGES SUIVANTES.**



Organigramme du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre



MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

3. PUBLICATIONS.

Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :				
<ul style="list-style-type: none"> - tirage; - coût; - distribution; - imprimeur. 				
TITRE	TIRAGE	COÛT	DISTRIBUTION	IMPRIMEUR
Brochure <i>Se concerter pour aller plus loin</i> Forum sur la concertation patronale-syndicale	10 000	2 210,00 \$	Ministère du Travail	Imprimerie J.B. Deschamps inc.
Dispositions de conventions collectives en matière de concertation patronale-syndicale	370	1 548,87 \$	Ministère du Travail	Reprographie gouvernementale
Expériences vécues en matière de concertation patronale-syndicale	370	1 554,82 \$	Ministère du Travail	Reprographie gouvernementale
Forum patronal-syndical Synthèse	400	1 077,54 \$	Ministère du Travail	Reprographie gouvernementale
Guide de la retraite	100	557,00 \$	Ministère du Travail	Reprographie gouvernementale
La dynamique de la concertation patronale-syndicale au Québec	125	608,41 \$	Ministère du Travail	Reprographie gouvernementale
La dynamique de la concertation patronale-syndicale au Québec Résumé	300	588,95 \$	Ministère du Travail	Reprographie gouvernementale
Le <i>Code du travail</i> en questions... et réponses	Site Internet	2 765,00 \$	Ministère du Travail	
Liste des tarifs de rémunération des arbitres de grief et de différend En vigueur du 1 ^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004	100	500,00 \$	Ministère du Travail	Reprographie gouvernementale
Quelques précisions sur la concertation patronale-syndicale	370	663,57 \$	Ministère du Travail	Reprographie gouvernementale
Rapport annuel de gestion 2002-2003	300	4 519,50 \$	Ministère du Travail	Imprimerie C.P.L. inc.
Résumé statistique sur l'arbitrage	60	300,00 \$	Ministère du Travail	Reprographie gouvernementale

CONSEIL CONSULTATIF DU TRAVAIL ET DE LA MAIN-D'OEUVRE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

3. PUBLICATIONS.

Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :				
- tirage; - coût; - distribution; - imprimeur.				
TITRE	TIRAGE	COÛT	DISTRIBUTION	IMPRIMEUR
Rapport annuel de gestion 2002-2003	300	3 137,50 \$	200	Les Publications du Québec
Adapter les milieux de travail au vieillissement de la main- d'œuvre	1 000	3 360,00 \$	Sur demande	Oblik Communication- Design

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2003.

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM
MONTEVIDEO (Uruguay) 25 mars au 7 avril 2003	Assister aux réunions des groupes de travail de la XII ^e Conférence interaméricaine des ministres du Travail.	Membres des groupes de travail	1 086,51 \$	Danielle Girard
GUYANE FRANÇAISE (Amérique Latine) 5 au 20 avril 2003	Participer à une conférence dispensée en Guyane Française et assister à la présentation de la négociation basée sur les intérêts.	Conciliateurs-médiateurs de la Guyane Française	Coûts défrayés par la France	Jacques Chicoyne Pierre L'Écuyer
OTTAWA (ONT.) 22 au 23 mai 2003	Session de formation de l'Association canadienne des administrateurs de la législation ouvrière (ACALO). Assister à une réunion du Comité ACALO.	Membres de l'ACALO	2 809,98 \$	Richard Champagne Jacques Chicoyne Lise Lavallée Monique Richard Suzanne Thérien
HALIFAX (N. É.) 30 mai au 2 juin 2003	Conférence dans le cadre du Congrès de l'Association canadienne des relations industrielles (ACRI). Présentation d'une étude statistique sur l'arbitrage de première convention collective, mécanisme introduit au Code du travail en 1977.	Membres de l'ACRI	1 364,14 \$	Josée Marotte

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2003.

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM
GENÈVE (Suisse) 1 ^{er} au 16 juin 2003	Assister à la 91 ^e session de la Conférence internationale du Travail qui a eu lieu du 3 au 19 juin 2003.	Membres de la Direction des ressources humaines du Canada - Travail	Coûts défrayés par la DRHC-Travail	Roger Lecourt
CHARLOTTETOWN (I.-P.-E.) 11 au 15 juin 2003	Réunion du Sous-comité de la main-d'œuvre féminine de l'ACALO.	Membres du Sous-comité de l'ACALO	1 820,98 \$	Gaston Nadeau Johanne Barabé
OTTAWA (ONT.) 17 juin 2003	Participer à une table ronde sur les travailleurs vulnérables; activité organisée conjointement par la Commission du droit du Canada (CDC) et le Réseau de la main-d'œuvre des Réseaux canadiens de recherche en politiques (RCRP).	Membres de la CDC et le RCRP	1 085,25 \$	François Delorme
SAINT-JEAN (T.-N.) 25 au 29 juin 2003	Assister à une réunion du Comité de la recherche et des politiques de l'ACALO.	Membres de l'ACALO	1 561,10 \$	Léon Samuel
OTTAWA (ONT.) 4 au 6 septembre 2003	Symposium « Nouvelles perspectives sur la retraite » organisé par Statistique Canada.	Membres invités par Statistique Canada	956,16 \$	Louis Tremblay
OTTAWA (ONT.) 14 au 17 septembre 2003	Symposium sur la prévention des documents électroniques.	Membres invités au Symposium	1 281,69 \$	Hélène Laverdure

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2003.

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM
Parksville (C.-B.) 17 au 21 septembre 2003	Participer à la 62 ^e réunion annuelle de l'ACALO.	Membres de l'ACALO	2 264,20 \$	Roger Lecourt
PARIS ET CAYENNE EN GUYANE FRANÇAISE 17 au 28 novembre 2003	Participer en qualité d'intervenant au colloque : 5 ^e session territoriale portant sur la Guyane Française de l'Institut national du travail et de la formation professionnelle (INTEFP).	Membres de l'INTEFP	Coûts défrayés par l'INTEFP	Fernand Matteau
TORONTO (ONT.) 24 novembre 2003	Rencontre avec le sous-ministre du Travail de l'Ontario.	Sous-ministre du Travail de l'Ontario	2 407,43 \$	Jean-Paul Beaulieu François Delorme
PARIS-POITIERS (France) 23 au 30 octobre 2003	Participer au Carrefour international de l'innovation sociale et territoriale organisé par l'INTEFP.	Membres de l'INTEFP	2 662,66 \$	Daniel Charbonneau
BANFF (ALB.) 21 au 25 janvier 2004	Participer à la Conférence fédérale-provinciale-territoriale des ministres du Travail.	Ministres du Travail	7 854,01 \$	Michel Després Marie-Claude Francoeur Jean-Paul Beaulieu Pascal-André Dessureault
OTTAWA (ONT.) 16 au 17 février 2004	Table ronde - Examen de l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine du travail (ANACT).	Membres de l'ANACT	287,42 \$	Pascal-André Dessureault

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2003.

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM
OTTAWA (ONT.) 25 au 27 février 2004	Atelier fédéral-provincial concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi ainsi que sur la situation actuelle et proposée au regard du secteur agricole.	Membres de l'Atelier fédéral-provincial	Coûts défrayés par le fédéral	Luc Desmarais Anik Dorval
SANTIAGO (Chili) 13 au 26 mars 2004	Visite pour évaluer les besoins au niveau de la résolution de conflits en milieu de travail.	Représentants du gouvernement, des entreprises et des syndicats du Chili.	Coûts défrayés par le Bureau de coopération interaméricaine dans le domaine du Travail	Jacques Chicoyne

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5. DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT SUR INTERNET) ET DES ARTICLES PROMOTIONNELS.

TOTAL DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ		COÛT
Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels : - les sommes dépensées pour l'exercice financier 2003-2004 et les prévisions pour 2004-2005; - les noms des fournisseurs; - le but visé par chaque dépense.		
DÉPENSES EN 2003-2004		
Publicité obligatoire		6 995,27 \$
Publicité par mandat		5 965,23 \$
	TOTAL	12 960,50 \$
DÉPENSES PRÉVUES EN 2004-2005		
	TOTAL	20 000,00 \$

TITRE DU PROJET	COÛT	FOURNISSEUR
Publicité obligatoire Recrutement d'un médiateur-conciliateur	6 995,27 \$	Le Soleil La Presse
Publicité par mandat Message du ministre pour la fête du 1 ^{er} mai	1 076,40 \$	Devoir – Cahier spécial
	4 888,83 \$	The Gazette Journal de Montréal Journal de Québec La Presse Le Soleil
TOTAL		

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

6. SONDAGES ET GROUPES DE DISCUSSIONS EFFECTUÉS À LA DEMANDE DU MINISTÈRE.

Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2003-2004 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :

- liste et coût;
- firme ayant obtenu le contrat.

Mandat : Insertion de trois questions dans un sondage omnibus (téléphonique) auprès d'un échantillon d'environ 1 000 répondants, afin d'évaluer l'occurrence des besoins d'aide à domicile dans la population en raison de l'âge (enfants ou personnes âgées), de l'état de santé ou d'un handicap.

Coûts : 2 400,00 \$

Firme : Léger Marketing

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

7. ÉTUDES COMMANDÉES DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2003-2004.

Liste des études commandées, à l'intérieur ou à l'extérieur, durant l'exercice financier 2003-2004 à la demande du ministère ou de l'organisme :

- liste et coût;
- firme ou individu ayant obtenu le mandat.

S/O

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2003-2004.

CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Groupe Éditions le Téléphone Rouge (1992) inc.	Frais de poste	10 567,26 \$
Fasken Martineau Dumoulin	Services juridiques	1 289,91 \$
EPSI (Évaluation personnel sélection international inc.)	Évaluation du personnel	1 700,00 \$
Léger Marketing	Sondage sur les besoins d'aide à domicile	2 400,00 \$
Consultation Écogestion enr.	Consultant en développement de ressources humaines (concours)	2 050,00 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2003-2004.

CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Groupe C.F.C. manag. et ressources humaines	Formation – atelier d'écriture	5 028,00 \$
Service de médiation et d'arbitrage R. M. inc.	Services d'expert dans le domaine de la construction	1 548,02 \$
Fondation québécoise des maladies mentales	Conférence	1 475,00 \$
Groupe Renaud et associés inc.	Services d'aide aux employés	7 457,50 \$
DMR Conseil inc.	Environnement et exploitation informatique	1 750,00 \$
AFI	Réseaux et télécommunications	5 295,00 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2003-2004.

CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Alys Formation conseil inc.	Engagement et coaching	1 125,00 \$
CDI Services de formation aux entreprises	Gestion et support des services bureautiques	8 882,20 \$
Cégep Limoilou	Télécommunications pour support à la clientèle	2 800,00 \$
CFPPERQ inc.	Gestion des émotions	1 625,00 \$
CRIM Formation	Gestion de projets	2 685,00 \$
Drolet, Douville et associés inc.	Gestion des personnes difficiles	1 650,00 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2003-2004.

CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
IGF-Québec (Institut gestion financière du Canada)	Perfectionnement en gestion financière (différentes activités)	1 140,00 \$
Solution Athéna inc.	Différents cours en informatique	4 485,00 \$

CONSEIL CONSULTATIF DU TRAVAIL ET DE LA MAIN-D'OEUVRE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2003-2004.

CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Avec Plaisirs	Frais de réception et d'accueil	1 071,60 \$
Chaire en gestion de la santé et sécurité du travail	Préparation et impression de fascicules sur la santé psychologique au travail de la Chaire en gestion de la santé et de la sécurité du travail	3 000,00 \$
Oblique communications	Réimpression du document intitulé : Adapter les milieux de travail au vieillissement de la main-d'œuvre	3 360,00 \$
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche	Contribution financière 2003-2004 du CCTM à l'Action concertée pour promouvoir et soutenir la recherche sur le vieillissement de la population et les impacts économiques et sociodémographiques du Fonds de recherche sur la société et la culture	1 129,00 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2003-2004.

CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
BCP Consultants	Effectuer des analyses de démarche, établir des listes de clientèles à rencontrer et à présenter des avis et des plans stratégiques au Ministère.	22 500,00 \$
Communication Demo inc.	Réalisation de la revue de presse avril 2003 au 29 février 2004	16 282,22 \$
Françoise Guénette	Rétro-information de la revue de presse électronique	10 602,28 \$
Groupe de présentation Corpav	Animation du Forum sur la concertation patronale-syndicale	3 060,00 \$
Imprimerie CPL inc.	Équipement audiovisuel pour le Forum sur la concertation patronale-syndicale	11 458,90 \$
Imprimerie J.B. Deschamps inc.	Impression du <i>Rapport annuel de gestion 2002-2003</i>	2 327,00 \$
	Impression de 10 000 brochures pour le Forum sur la concertation patronale-syndicale	2 210,00 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2003-2004.

CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Le Groupe conseil Editia inc.	Révision linguistique des documents pour le Forum sur la concertation patronale-syndicale	2 496,00 \$
Marie Chabot	Révision linguistique de Travail-Actualité – Avril 2003 à mars 2004	4 314,75 \$
Michel Audet	Expert-invité au Forum sur la concertation patronale-syndicale	2 000,00 \$
Mono Lino	Composition de <i>Statistiques Travail</i> – Avril 2003 à février 2004 Confection de panneaux pour le Forum sur la concertation patronale-syndicale	7 323,00 \$ 1 494,00 \$
Pogz	Conception et réalisation de deux bulletins électroniques	990,00 \$
Pogz	Réalisation du document <i>Le Code du travail en questions ... et réponses</i>	2 765,00 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2003-2004.

CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Safran	Conception et réalisation du visuel et documents pour le Forum concertation patronale-syndicale	2 496,00 \$
TAC Com	Présentation et animation théâtrale au Forum sur la concertation patronale-syndicale	4 450,00 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2003-2004.

CONTRATS RELIÉS À L'INFORMATIQUE

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
TELUS SOLUTIONS D'AFFAIRES	Support à la conversion des systèmes en cours de développement (GDA et GDE)	23 000,00 \$
Service d'entretien et d'équipement bureautiques(SEEB)	Destruction de données emmagasinées sur micro-ordinateurs et gestion des surplus.	10 000,00 \$
RBMF SERVICES CONSEILS	Rédaction d'appel d'offres dans le cadre de la modernisation des processus à la DRI.	5 200,00 \$
CPU DESIGN	Préparation d'une grille de critères en vue de l'appel d'offres pour le choix d'un progiciel (GRC)	23 000,00 \$
MCDA INC	Suivi de la planification maître dans le cadre du projet « Virage WEB »	23 625,00 \$
NURUN	Intégration du bottin du Collège des médecins au système GDE.	16 000,00 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2003-2004.

CONTRATS RELIÉS À L'INFORMATIQUE

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
TÉLUS SOLUTIONS D'AFFAIRES	Expertise conseil sur les outils Novell lors de la migration (Netware et GroupWise)	21 000,00 \$
DMR CONSEIL INC	Support conseil du peuplement des environnements d'essais des développeurs et des utilisateurs	22 455,00 \$
TÉLUS SOLUTIONS D'AFFAIRES	Expertise de pointe- support aux banques de données, aux entrepôts et au Portail Oracle	20 825,00 \$
MOMENTUM TECHNOLOGIES INC	Support conseil en architecture technologique – Virage Web	22 050,00 \$
GSS INC	Suivi de la planification maître- Virage Web	22 400,00 \$
NEX INNOVATIONS	Expertise conseil en télécommunication pour obtenir un bilan de santé du réseau	16 500,00 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2003-2004.

CONTRATS RELIÉS À L'INFORMATIQUE

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
GCSI	Architecture globale d'une zone démilitarisée pour les transactions de type Internet	22 000,00 \$
TÉLUS SOLUTIONS D'AFFAIRES	Expertise conseil sur la nouvelle version de GroupWise 6.5	15 000,00 \$
NURUN INC	Service conseil en architecture d'entrepôt de données (DGPR)	22 015,00 \$

Note : Les contrats ont été octroyés sur invitation de trois (3) fournisseurs

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2003-2004.

CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DU TRAVAIL

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
BASTIEN, Bernard	Arbitre dans le dossier : Ville de Victoriaville	8 859,04 \$
	Arbitre dans le dossier : Sylvitech (9078-0305) Québec Inc.	3 191,72 \$
	Médiateur et arbitre dans le dossier (fusion municipale) : Ville de Longueuil (pompiers)	4 971,50 \$
	Arbitre dans le dossier : Ville de Cowansville	1 275,00 \$
BASTIEN, François	Arbitre dans le dossier : Coopérative Forestière St-Dominique	1 680,00 \$
	Arbitre dans le dossier : Autobus La Québécoise	120,00 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2003-2004.

CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DU TRAVAIL

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
	Arbitre dans le dossier : Coopérative Forestière du Nord-ouest	6 650,74 \$
	Arbitre dans le dossier : Association Coopérative Rivière Davy	5 688,92 \$
BLAIS, François	Arbitre dans le dossier : Trait d'union La Sarre	4 330,29 \$
CLICHE, Nicolas	Arbitre dans le dossier : Laliberté et Associés	3 069,10 \$
	Arbitre dans le dossier : Manufacture de Lambton Ltée	3 808,39 \$
	Arbitre dans le dossier : Autobus Scolaire Fortier	5 083,81 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2003-2004.

CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DU TRAVAIL

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
CLOUTIER, Pierre	Arbitre dans le dossier : Corporation Terre des Jeunes Inc.	1 386,54 \$
CORRIVEAU, Alain	Arbitre dans le dossier : Sixpro Inc. et Métapro Inc.	10 013,40 \$
	Médiateur et arbitre dans le dossier (fusion municipale) : Ville de Rouyn Noranda (cols bleus)	3 781,82 \$
CÔTÉ, Gabriel M.	Arbitre dans le dossier : Ville d'Asbestos	3 916,40 \$
	Arbitre dans le dossier : Centre de la petite enfance les Petits Cailloux	1 465,00 \$
	Arbitre dans le dossier : Ville de Shawinigan	3 856,35 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2003-2004.

CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DU TRAVAIL

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
DESCOTEAUX, Pierre	Arbitre dans le dossier : Coopérative de travail de Guyenne	3 364,80 \$
FORTIER, Diane	Arbitre dans le dossier : Bois d'œuvre Cédrico Inc. (Groupe Cédrico inc.)	4 531,04 \$
	Arbitre dans le dossier : CPE l'Apprenti-Sage.	3 015,00 \$
FORTIER, François G.	Arbitre dans le dossier : Ville de Fermont	4 666,41 \$
GAGNON, Denis	Arbitre dans le dossier : Compagnie Abitibi Consolidated du Canada, division pâtes et papier, secteur St-Félicien	7 121,77 \$
	Arbitre dans le dossier : Ville de St-Félicien	3 788,90 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2003-2004.

CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DU TRAVAIL

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
GAGNON, Huguette	Arbitre dans le dossier : J.E. Roy Plastique Inc.	4 080,00 \$
LAFLAMME, Gilles	Arbitre dans le dossier : Ville de St-Georges	960,00 \$
LALANDE, Serge	Arbitre dans le dossier : Pavillon Marguerite de Champlain	1 640,00 \$
LAPLANTE, Pierre	Arbitre dans le dossier : Aluminerie de Bécancour	8 269,67 \$
LAROCQUE, Alain	Arbitre dans le dossier : Nopimick Inc.	8 132,97 \$
	Arbitre dans le dossier : Ville de Dolbeau Mistassini	2 420,80 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2003-2004.

CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DU TRAVAIL

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
LAVOIE, Gilles	Arbitre dans le dossier : Commission des valeurs mobilières du Québec	3 200,00 \$
	Arbitre dans le dossier : Ville de Mascouche	380,00 \$
	Arbitre dans le dossier : Ville d'Amos	6 539,44 \$
	Arbitre dans le dossier : Centre de Tri Gaudreau Inc., Récupération Gaudreau Inc., Services sanitaires Gaudreau Inc.	14 723,50 \$
	Médiateur et arbitre dans le dossier (fusion municipale) : Ville de Montréal (cols bleus)	15 566,35 \$
MARCHETERRE, Richard	Arbitre dans le dossier : Source I.D. Inc.	8 080,20 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2003-2004.

CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DU TRAVAIL

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
NADEAU, Denis	Arbitre dans le dossier : Finition U.V. Crystal Inc.	7 146,40 \$
POULIN, Marc	Arbitre dans le dossier : 9093-8788 Québec Inc. (Confection Jocelyne Jacques Inc.)	360,00 \$
ROUSSEAU, André	Arbitre dans le dossier : Ville de Mercier (pompiers)	680,00 \$
	Arbitre dans le dossier : Régie Intermunicipale de police des Riverains	240,00 \$
SYLVESTRE, André	Arbitre dans le dossier : Coopérative agro-forestière Beaucanton	960,00 \$
	Arbitre dans le dossier : Quérin Mazda de Laval	2 896,00 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2003-2004.

CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DU TRAVAIL

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
	Arbitre dans le dossier : Ville de St-Hyacinthe	3 647,45 \$
TREMBLAY, Denis	Arbitre dans le dossier : Ville de Montmagny	5 600,40 \$
TREMBLAY, Jean-Pierre	Médiateur et arbitre dans le dossier (fusion municipale) : Ville de Montréal (contremaîtres)	5 304,50 \$
	Arbitre dans le dossier : Municipalité d'Hérouxville	4 103,83 \$
DULUDE, Yves	Agir à titre de médiateur-conciliateur pour la Direction des relations du travail	4 614,42 \$
HAYDEN, Thomas	Agir à titre d'enquêteur à la suite de plaintes relatives au non respect des dispositions du Code du travail concernant l'interdiction d'embauche de briseurs de grève, ou relatives à des infractions à diverses lois du travail	17 305,93 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2003-2004.

CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DU TRAVAIL

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
MICHAUD, Gilles	Agir à titre d'enquêteur à la suite de plaintes relatives au non respect des dispositions du Code du travail concernant l'interdiction d'embauche de briseurs de grève, ou relatives à des infractions à diverses lois du travail	4 128,59 \$
MILLER, Richard	Agir à titre d'enquêteur à la suite de plaintes relatives au non respect des dispositions du Code du travail concernant l'interdiction d'embauche de briseurs de grève, ou relatives à des infractions à diverses lois du travail	11 875,95 \$
VALLERAND, Michel	Agir à titre d'enquêteur à la suite de plaintes relatives au non respect des dispositions du Code du travail concernant l'interdiction d'embauche de briseurs de grève, ou relatives à des infractions à diverses lois du travail	7 743,55 \$
WALTZING, Jean	Agir à titre d'enquêteur à la suite de plaintes relatives au non respect des dispositions du Code du travail concernant l'interdiction d'embauche de briseurs de grève, ou relatives à des infractions à diverses lois du travail	17 475,38 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9. DÉPENSES DE PHOTOCOPIE, DE TÉLÉPHONIE CELLULAIRE, DE TÉLÉAVERTISSEURS, DE MOBILIER DE BUREAU, DE DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE, DE FRAIS DE TRANSPORT, DE FRAIS D'HÉBERGEMENT, DE FRAIS DE REPAS, DE PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTES SESSIONS DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT.

Le montant, pour l'année 2003-2004, de chacune des dépenses suivantes :	
<ul style="list-style-type: none"> - la photocopie; - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation; - les téléavertisseurs; - le mobilier de bureau; - les distributeurs d'eau de source; - le remboursement des frais de transport; - le remboursement des frais d'hébergement; - le remboursement des frais de repas; - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> a) au Québec b) à l'extérieur du Québec. 	
Dépenses de photocopie	31 763,72 \$
Dépenses de téléphonie cellulaire et coût d'utilisation	50 949,00 \$
Dépenses de téléavertisseurs	5 200,00 \$
Dépenses de mobilier de bureau	19 399,52 \$
Dépenses de distributeurs d'eau de source	8 295,82 \$
Dépenses de frais de déplacement :	
➤ transport	255 875,28 \$
➤ subsistance et logement	240 594,43 \$
Dépenses applicables à des congrès, colloques et sessions de type perfectionnement :	
➤ au Québec	85 995,07 \$
➤ à l'extérieur du Québec	14 410,35 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

10. NOMBRE ET RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN, DU PERSONNEL FÉMININ, DU PERSONNEL HANDICAPÉ, DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, DES ANGLOPHONES ET DES AUTOCHTONES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, PAR CATÉGORIES D'EMPLOI, POUR L'EXERCICE FINANCIER 2003-2004.

TRANCHES D'ÂGE : a) moins de 35 ans

b) 35 ans et plus

CATÉGORIES D'EMPLOI	PERSONNEL MASCULIN		PERSONNEL FÉMININ		PERSONNEL HANDICAPÉ		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES	
	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%
Hors-cadres	- 35 ans	2	,8	1	,4	-	-	-	-	-	-	-
	+ 35 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cadres	- 35 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	+ 35 ans	15	5,8	4	1,5	-	-	-	-	-	-	-
Professionnels	- 35 ans	4	1,5	11	4,2	-	-	-	-	-	-	-
	+ 35 ans	66	25,3	30	11,5	1	,4	-	-	-	2	,8
PBTA	- 35 ans	12	4,6	18	6,9	1	,4	-	-	-	2	,8
	+ 35 ans	22	8,4	75	28,7	2	,7	1	,4	-	3	1,1
Ouvriers	+ 35 ans	1	,4	-	-	1	,4	-	-	-	-	-
TOTAL	122	46,8	139	53,2	5	1,9	1	,4	-	-	7	2,7

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET CONSEIL CONSULTATIF DU TRAVAIL ET DE LA MAIN-D'OEUVRE

ÉTUDE DE CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

11. À CHACUN DES MOIS DU DERNIER EXERCICE BUDGÉTAIRE 2003-2004, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME ET CE, PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.): A) NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL; B) NOMBRE TOTAL D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.); C) NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL.

	CONGÉS DE MALADIE						VACANCES (JOURS)						TEMPS SUPPLÉMENTAIRE (HEURES)					
	RÉALISÉES			PAYÉES			RÉALISÉES			PAYÉES			RÉALISÉES			PAYÉES		
	Cadres	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Cadres	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Prof.	Fonct.	Ouvr.	
AVRIL	2.5	120.5	116		7	61	88.5	1	292.15	286.66		182.07	210.75		110.08	75.91		
MAI	.5	137.5	127		5	49	115	1	275.88	462.99		183.55	366.00		92.33	96.99		
JUIN	1	112	85.5	2	19	150.5	271	1	218.45	240.20		136.20	204.59		82.25	35.61		
JUILLET	3	102	75.5		80	554.5	724.5	4	149.13	101.04		91.13	89.04		58.00	12.00		
AOÛT		82	103.5		189	803.5	784.5	13	69.75	107.80		37.50	96.30		32.25	11.50		
SEPTEMBRE	2	113	132	2	9	122	144.5		224.43	177.95		105.43	149.45		119.00	28.50		
OCTOBRE	3	137	129		21	59	57	1	221.38	175.89		109.63	100.06		111.75	75.83		
NOVEMBRE	1.5	125.5	121	2.5	32	33	41.5	1	419.06	310.49		133.40	124.24		285.66	186.25		
DÉCEMBRE	.5	142.5	138.5	1	30	164.5	245	2.5	171.15	257.72		81.00	72.56		90.15	185.16		
JANVIER	1	136.5	189	1	32	71.5	68.5		124.23	321.52		45.50	164.02		78.73	157.50		
FÉVRIER		105.5	155	1	20	51	75		75.20	191.14		24.98	151.64		50.22	39.50		
MARS		70	92.5		21	28	78.5											
TOTAL	15	1384	1464.5	9.5	465	2147.5	2693.5	24.5	2240.81	2633.40		1130.39	1728.65		1110.42	904.75		

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

12. ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL.

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis 2000-2001 :

- a) Évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- b) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- c) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- d) Nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- e) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- f) nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années.

QUESTION A)	2001-2002 à 2003-2004		
	Québec	Montréal	TOTAL

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR.

QUESTION B)

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR.

QUESTION C)

NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR.

QUESTION D)

NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL.

	2001-2002 à 2003-2004		
	Québec	Montréal	TOTAL
LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR.			

QUESTION E)

NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR.

QUESTION F)

NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE ANTICIPÉS POUR LES CINQ PROCHAINES ANNÉES.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

13. BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS PAR LA SIQ.

La liste des baux pour les espaces loués par la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 2003-2004, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

14. BAUX AUXQUELS LA SIQ A MIS FIN.

La liste des baux auxquels la SIQ a mis fin en 2003-2004, et prévisions 2004-2005.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

15. FIRMES DE QUI SONT LOUÉS DES ESPACES.

Mis à part la SIQ, la liste des firmes en 2003-2004, de qui sont loués des espaces en indiquant pour chacune d'elles :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 2003-2004, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire et/ou le nom de la firme.

S/O

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

16. COÛTS DE DÉMÉNAGEMENT, D'AMÉNAGEMENT DANS LES CABINETS
MINISTÉRIELS.

Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels depuis le 29 avril 2003.

Travaux de rafraîchissement de la suite ministérielle 200, chemin Ste-Foy, 6 ^e étage, Québec (peinture, luminaires, menus réparations, etc.) :	12 991,59 \$
---	--------------

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

17. PERSONNEL DU CABINET DU MINISTRE AU 1^{ER} MARS 2004.

La liste du personnel du cabinet du ministre au 1 ^{er} mars 2004 en indiquant pour chaque individu :				
NOM	ENTRÉE EN FONCTION	TITRE DE FONCTION	PORT D'ATTACHE	MEMBRE DE LA FONCTION PUBLIQUE
BÉDARD, Michel	2003-04-30	Attaché politique	Québec	Non
CHAMPOUX, Mylène	2004-01-26	Attachée politique	Québec	Non
COUILLARD, Pascal	2003-05-12	Attaché politique	Québec	Non
DELISLE, Josée	2003-05-06	Attachée politique	Québec	Non
FRANCOEUR, Marie-Claude	2003-04-30	Directrice de cabinet	Québec	Non
GRAVEL, Jean-Noël	2003-04-30	Attaché politique	Québec	Non
LESSARD, Lise	2003-05-20	Employée de soutien	Québec	Non
NEGREA-DURBACA, Laura	2003-08-28	Employée de soutien	Québec	Non
THIBOUTOT, Véronique	2003-06-02	Employée de soutien	Québec	Non
TURGEON, Martine	2003-08-11	Employée de soutien	Québec	Non

17. PERSONNEL DU CABINET DU MINISTRE AU 1^{ER} MARS 2004.

– **MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR L'EXERCICE 2003-2004.**

MASSE SALARIALE AUTORISÉE DU 29 AVRIL 2003 AU 31 MARS 2004 :

Total de la masse salariale du 29 avril 2003 au 31 mars 2004 : 494 521.86 \$

– **NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET DU MINISTRE :**

Au 1^{er} mars 2004 : 10 employés

– **LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE.**

S/O

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

18. BUDGET DISCRÉTIONNAIRE.

Liste des sommes d'argent versées en 2003-2004 à même le budget discrétionnaire :	
a) du ministre	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Marathon des Deux-Rives	700,00 \$
Réseau META Québec	500,00 \$
Croix-Rouge canadienne, division du Québec, Fonds pour les inondations des Bois-Francis	1 000,00 \$
Fondation de Lauberivière	500,00 \$
Centraide Québec	500,00 \$
Au Bas de l'Échelle	1 000,00 \$
Centre CASA	200,00 \$
Festival de la galette de sarrazin de Louiseville	300,00 \$
Maison Secours aux femmes de Montréal	250,00 \$
Déclic	500,00 \$
Comité Chômage de Montréal	500,00 \$
Forum social régional	300,00 \$
Club Rotary de Québec	1 500,00 \$
Fondation Lina Cyr	500,00 \$
Société québécoise de la Trisomie-21	500,00 \$
Centre communautaire L'Amitié	500,00 \$
Regroupement des organismes de promotion 03	500,00 \$
Place aux Jeunes du Québec	500,00 \$
Société canadienne de la sclérose en plaques	200,00 \$
Les Pléiades – Prix d'Excellence – Édition 2004	1 500,00 \$
Association des travailleurs et travailleuses de la restauration et de l'hôtellerie du Québec	500,00 \$
Groupe de recherche en animation et planification économique (GRAPE)	1 500,00 \$
Le Chaînon	500,00 \$

Le comité de l'arbre de Noël des pompiers de la Ville de Québec	300,00 \$
Domaine de l'Hirondelle	3 000 ,00 \$
Externat St-Jean-Eudes	1 500,00 \$
Chevaliers de Colomb	3 000,00 \$
Noël des enfants	500,00 \$
La Fabrique Sainte-Trinité-d'Orléans	1 000,00 \$
École Le Tournant (Vandalisme et Vélo-Vert)	1 500,00 \$
Club de motoneigistes Beaux Sentiers Inc.	1 000,00 \$
Cité technologique du Capital Humain (CITECH)	5 000,00 \$
Corporation des chemins Craig et Gosford	300,00 \$
Handi A	5 000,00 \$
La Maison des grands-parents de Trois-Rivières	1 000,00 \$
Centre C.E.R.A. Aux Pignons Verts	2 000,00 \$
Association des personnes handicapées visuelles Gaspésie-Les-Iles-de-la-Madeleine	500,00 \$
Action Chômage Québec	1 000,00 \$
Centre Femmes Amiante	500,00 \$
Le Petit Répît	500,00 \$
Centre canadien d'étude et de corporation internationale (CECI)	500,00 \$
La Fondation de l'École des Ursulines de Québec	1 000,00 \$
Compétences Québec	1 000,00 \$
Gesti-Faune	1 000,00 \$
Société canadienne du cancer	200,00 \$
Projet Canimum 2004 (CEGEP Lévis-Lauzon)	1 000,00 \$
Service amical Basse-Ville	4 000,00 \$
Fondation Solidarité Jeunesse Beauharnois-Salaberry	300,00 \$
Festival de cinéma des 3 Amériques	500,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR)	500,00 \$
Orchestre symphonique de Québec	500,00 \$
Femmes Regroupées en Options Non-Traditionnelles (FRONT)	550,00 \$
Festival de l'érable de Plessisville	300,00 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

19. DÉPENSES AFFÉRENTES AUX TRANSFERTS OBTENUS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN 2003-2004.

La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2003-2004 dans le cadre des divers programmes à frais partagés :

- pour chacun de ces programmes;
- description sommaire du mode de subvention.

S/O

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

20. PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIES D'EMPLOI.

Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

21. PERSONNEL HORS STRUCTURE PAR CATÉGORIES D'EMPLOI RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE OU CET ORGANISME.

Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère ou l'organisme et qui n'occupe aucun poste dans ce ministère ou cet organisme :

- nom de la personne;
- poste occupé;
- salaire;
- assignation initiale;
- date de l'assignation hors structure;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

S/O

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

22. PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET AFFECTÉ À DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES.

Liste du personnel rémunéré par le ministère ou l'organisme et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

S/O

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

23. PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ET AFFECTÉ AU MINISTÈRE OU À L'ORGANISME.

Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère ou à l'organisme :

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

S/O

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

24. PERSONNEL PAR CATÉGORIES D'EMPLOI RECEVANT UNE DOUBLE RÉMUNÉRATION.

Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :

- le salaire de la personne;
- le montant reçu du régime de retraite.

S/O

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

26. MASSE SALARIALE DE CHAQUE CABINET MINISTÉRIEL DEPUIS 1989.

Évolution de la masse salariale de chaque cabinet ministériel depuis 1989.

VEUILLEZ VOUS RÉFÉRER À LA RÉPONSE DONNÉE À LA QUESTION N° 17.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

27. ABONNEMENTS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME ET LE COÛT.

Liste de tous les abonnements du ministère ou de l'organisme et le coût :	
- services Internet d'information;	
- livres;	
- journaux;	
- magazines;	
- bulletins électroniques et/ou papiers;	
- clubs privés ou autres;	
- billets de saison;	
- etc.	
Accès à l'information et la protection des renseignements personnels	181,50 \$
Agenda	40,00 \$
Beauport Express	178,50 \$
Bulletin de la négociation collective	65,00 \$
Bulletin des règlements salariaux	220,00 \$
Canadian Construct Labour Employ Law	192,50 \$
Canadian Labour and Employment	470,00 \$
Canadian Labour Law	412,64 \$
Canadian Labour Law Reporter	1 083,00 \$
Carrefour de Québec	200,00 \$
Code civil	47,50 \$
Collection du travail; relations de travail	628,00 \$
Décisions de la Commission de la fonction publique et des comités d'appels de la fonction publique	155,00 \$
Découvrir	48,00 \$
Droit du travail express	504,40 \$
Enquête population active	300,00 \$
Employment law in Canada	635,50 \$
Gazette des femmes	10,00 \$
Gazette du travail	280,00 \$
Gazette officielle du Québec	1 020,00 \$
Indice des prix à la consommation	94,42 \$
Journal de Québec	418,79 \$
L'Actualité	95,85 \$
La Presse	221,52 \$
La Revue Commerce	12,00 \$
Labour law new	550,00 \$
Labour review	68,60 \$
Le 30	34,78 \$
Le Courrier parlementaire + LCP Média Alerte	1 500,00 \$
Le Devoir	194,48 \$
Le Soleil	482,93 \$
L'Effectif	52,16 \$
L'Emploi et le revenu en perspective	63,00 \$
Les Affaires	119,90 \$
Les lois du travail	142,50 \$
Lois annotées sur décrets conventions collectives	42,00 \$
Lois refondues du Québec	1 120,98 \$
Québec Express	200,00 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

28. SITE INTERNET.

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- les coûts de construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- qui est responsable du contenu sur le site;
- quelle est la fréquence moyenne de mise à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

WWW.TRAVAIL.GOUV.QC.CA

- Le processus utilisé pour la conception

Aucun processus de conception en particulier n'a été appliqué lors de la conception initiale (1995-1996) du site. Une équipe formée d'une personne de la Direction des ressources informationnelles et d'une personne de la Direction des communications (à cette date Secrétariat et communications) a vu à la mise en place de cette première version.

- Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site

Serge Gagnon et Lucien Paquin
Direction des communications

BEAULIEU Multimédia (été 1998)

- Les coûts de construction du site

Coût de main-d'œuvre interne : environ 45 jours/personne.

- Le coût de l'entretien et de la mise à jour

9 022 \$ (de mars 2003 à février 2004) en frais d'hébergement du site (source : Direction des ressources informationnelles). Entretien et mise à jour effectués par des ressources internes.

- Qui est responsable du contenu sur le site?

Lucien Paquin
Direction des communications.

- Qui est autorisé à faire des modifications sur le site?

Bernard Bignell et Monique Verreault
Direction des communications.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

28. SITE INTERNET.

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- les coûts de construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- qui est responsable du contenu sur le site;
- quelle est la fréquence moyenne de mise à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

- **Quelle est la fréquence moyenne de mise à jour?**

Quatre mises à jour par semaine, en moyenne.

- **Le nombre de visiteurs (hits) par mois**

Nombre de visiteurs uniques : 15 470
pour un total d'accès effectifs (hits) de 649 584
(Source : Rapport de statistiques générales, mars 2004).

- **Combien de fois le site a-t-il été refait?**

Deux fois (été 1998 et juin 2002).

- **Quel a été le coût ?**

1998 : 4 500 \$
2002 : 0 \$

Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

- Nouveau graphisme
- Plan d'identification visuel gouvernemental
- Amélioration de l'ergonomie
- Amélioration de la navigabilité par une architecture interactive
- Dynamiser les boutons
- Reformuler la présentation des textes

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

28. SITE INTERNET.

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- les coûts de construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- qui est responsable du contenu sur le site;
- quelle est la fréquence moyenne de mise à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

WWW.TRAVAIL-FAMILLE.GOUV.QC.CA

- Le processus utilisé pour la conception

Aucun processus de conception en particulier n'a été appliqué lors de la conception initiale du site en 2002. Une équipe formée d'une personne de la Direction des ressources informationnelles et d'une personne de la Direction des communications a vu à la mise en place de cette première version.

- Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site

Bernard Bignell
Direction des communications

- Les coûts de construction du site

Coût de main-d'œuvre interne : environ 8 jours/personne.
Coûts de conception graphique : 240 \$

- Le coût de l'entretien et de la mise à jour

72 \$ par trimestre, en frais d'hébergement du site (source : Direction des ressources informationnelles). Entretien et mise à jour effectués par des ressources internes.

- Qui est responsable du contenu sur le site?

Nathalie Montreuil et Julie Thériault
Direction des communications.

- Qui est autorisé à faire des modifications sur le site?

Bernard Bignell et Monique Verreault
Direction des communications.

- Quelle est la fréquence moyenne de mise à jour?

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

28. SITE INTERNET.

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- les coûts de construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- qui est responsable du contenu sur le site;
- quelle est la fréquence moyenne de mise à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

Une mise à jour par mois, en moyenne.

- **Le nombre de visiteurs (hits) par mois**

Nombre de visiteurs uniques : 119
pour un total d'accès effectifs (hits) de 247

(Source : Rapport de statistiques générales, mars 2004).

- **Combien de fois le site a-t-il été refait?**

Aucune.

- **Quel a été le coût ?**

0 \$

- **Quels sont les critères qui ont justifié les changements?**

- Aucun changement à ce jour.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 29. PROGRAMMES SPÉCIFIQUES OFFERTS AUX JEUNES (15-35 ANS), LE NOMBRE DE PARTICIPANTS, LE COÛT DE LA MESURE, DU SERVICE OU DU PROGRAMME.**

Quels sont les programmes spécifiques qui sont offerts aux jeunes (15-35 ans), le nombre de participants ainsi que le coût de la mesure, du service ou du programme?

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE
PAR LE SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE.**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

30. MISSION À L'ÉTRANGER.

Pour chacun des ministères ou organismes publics ou parapublics, lors de mission à l'étranger :

- la liste des ententes signées et/ou annoncées;
- les détails de ces ententes;
- les résultats obtenus à ce jour;
- les investissements annoncés et/ou les annonces de fermetures.

VEUILLEZ VOUS RÉFÉRER À LA QUESTION N° 4.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

31. ÉQUITÉ SALARIALE.

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

32. DÉPENSES EFFECTUÉES EN 2003-2004 DANS LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION.

Dépenses effectuées en 2003-2004 par chaque ministère et chaque organisme dans les technologies de l'information :

- a) téléphonie;
- b) matériel informatique;
- c) logiciels;
- d) programmation;
- e) formation.

a) Téléphonie :

- téléphones réguliers :	194 702,53 \$
- téléphones cellulaires :	51 372,30 \$
- communications informatiques :	27 842,25 \$

b) Matériel informatique :

82 786,65 \$

c) Logiciels :

345 970,00 \$

d) Programmation :

1 496 700,00 \$

e) Formation :

53 170,00 \$

CONSEIL CONSULTATIF DU TRAVAIL ET DE LA MAIN-D'OEUVRE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

32. DÉPENSES EFFECTUÉES EN 2003-2004 DANS LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION.

Dépenses effectuées en 2003-2004 par chaque ministère et chaque organisme dans les technologies de l'information :

- f) téléphonie;
- g) matériel informatique;
- h) logiciels;
- i) programmation;
- j) formation.

a) Téléphonie :

- Communications informatiques :	13 728,52 \$
----------------------------------	--------------

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

33. CONTRATS OCTROYÉS DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE RÉINGÉNIERIE DE L'ÉTAT.

Une liste et une copie de tous les contrats octroyés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LA RÉPONSE À LA QUESTION N° 8.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

34. SONDAGES COMMANDÉS DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE RÉINGÉNIERIE DE L'ÉTAT.

Liste et copie des sondages commandés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats :

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LA RÉPONSE À LA QUESTION N° 6.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**35. MÉTHODOLOGIE EMPLOYÉE POUR LA PLANIFICATION DES DÉPARTS
À LA RETRAITE.**

Méthodologie employée pour effectuer la planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnels.

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE
DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

36. COMITÉS MINISTÉRIELS SUR L'ORGANISATION DU TRAVAIL.

Pour chaque ministère et organisme, le cas échéant, le nombre de réunions des comités ministériels sur l'organisation du travail.

**CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE
DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

37. SÉCURITÉ DES MINISTÈRES.

Pour chaque ministère et organisme, les budgets consacrés à la sécurité des ministères (interne ou par contrat à l'externe) en 2003-2004.	
Service d'agents de sécurité de l'externe lors d'événements connus ou appréhendés.	3 936,57 \$
Travaux de sécurisation de la suite ministérielle et de la suite sous-ministérielle du 200, chemin Ste-Foy, Québec (contrôle d'accès électronique, serrure et pellicule de sécurité, etc.).	10 329,75 \$
Travaux de sécurisation de la suite ministérielle du 500, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal (caméras de surveillance, intercom, pellicule de sécurité, etc.).	4 194,90 \$
Travaux de sécurisation du bureau de comté du ministre au 1750, avenue Vitré, Québec (serrure de sécurité, contrôle des accès, système d'alarme, etc.).	2 842,90 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

38. GRIEFS FORMULÉS VISANT LES POLITIQUES RELATIVES À LA CONFIDENTIALITÉ.

Pour chaque ministère et organisme, le nombre et la nature des griefs formulés à l'égard des politiques ministérielles visant à assurer la confidentialité des informations ainsi que le nombre de sanctions imposées aux employés et aux cadres à l'égard de ces mêmes politiques.

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE
DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

39. MODIFICATION À UNE DIRECTIVE EXISTANTE OU TOUTE NOUVELLE DIRECTIVE CONCERNANT LA CIRCULATION ET LA CONFIDENTIALITÉ DE L'INFORMATION.

Toute modification à une directive existante ou toute nouvelle directive s'appliquant à tous les ministères ou organismes, ou particulière à certains ministères ou organismes, à l'égard de la circulation et la confidentialité de l'information ainsi que toutes les sommes investies dans l'application de ces mesures par chacun des ministères et organismes incluant le ministère de la Sécurité publique.

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

40. NOMINATIONS, DEPUIS LE 29 AVRIL 2003, DE MANDATAIRES, ÉMISSAIRES, NÉGOCIATEURS, MÉDIATEURS.

Nominations, depuis le 29 avril 2003, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs :

- liste;
- mandats;
- contrats;
- résultat du travail effectué;
- échéances prévues;
- sommes impliquées.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LA RÉPONSE À LA QUESTION N° 8.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

41. TOUTE NOUVELLE ENTENTE OU LETTRE D'ENTENTE AINSI QUE TOUTE MODIFICATION AVEC LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL.

Pour chaque ministère et organisme, toute nouvelle entente ou lettre d'entente ainsi que toute modification à une entente existante avec le gouvernement fédéral, l'un de ses organismes ou un autre organisme qui a son propre conseil d'administration mais dont les fonds proviennent à plus de 50 % du gouvernement fédéral ou de l'un de ses organismes.

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE
DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

42. ÉTUDES COMMANDÉES EN 2003-2004 SUR LA PRIVATISATION OU L'IMPARTITION DE SERVICES GOUVERNEMENTAUX.

Toutes les études commandées en 2003-2004 sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux déjà offerts ou de nouveaux services publics, les contrats liés à ces études, les mandats détaillés, l'échéance prévue et les montants impliqués.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LA RÉPONSE À LA QUESTION N° 7.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

43. DÉPENSES EFFECTUÉES EN 2003-2004 POUR LES TOURNÉES
MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU
QUÉBEC.

Pour 2003-2004, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en distinguant pour chacune des régions.

EN 2003-2004, IL N'Y A PAS EU DE DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LE MINISTÈRE DU TRAVAIL POUR DES TOURNÉES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

44. MONTANTS DÉBOURSÉS EN 2003-2004 ET PRÉVISIONS POUR 2004-2005 POUR LES ÉTUDES, AVIS OU ACHAT DE MATÉRIEL VISANT LA MISE EN PLACE DU GOUVERNEMENT EN LIGNE.

Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2003-2004 ainsi que les prévisions pour 2004-2005 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements) pour la mise en place du gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.

2003-2004

Logiciels : 226 000,00 \$

Services professionnels : 22 000,00 \$

2004-2005

Équipements : 200 000,00 \$

Services professionnels : 491 400,00 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

45. RAPPORTS ET ÉVALUATION DES MISSIONS EFFECTUÉES À L'ÉTRANGER.

Les rapports et l'évaluation des missions effectuées à l'étranger par le premier ministre, sa conjointe, les ministres, les ministres délégués, les hauts fonctionnaires.

VEUILLEZ VOUS RÉFÉRER À LA QUESTION N° 4.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

46. AVIS DEMANDÉS AU COMMISSAIRE AU LOBBYING.

La liste et une copie de tous les avis demandés au Commissaire au lobbying par un ministère, un organisme ou un cabinet ministériel.

**CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE
DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

47. AVIS DEMANDÉS À LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION.

La liste et une copie de tous les avis demandés à la Commission d'accès à l'information par un ministère, organisme ou un cabinet ministériel.

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE
DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

48. MANDATS CONFIÉS À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE.

La liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres.

**CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE
DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.**

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

49. NOMBRE DE POSTES NON COMBLÉS DEPUIS FÉVRIER 2004.

Pour chacun des ministères et organismes, le nombre de postes non comblés depuis février 2004.

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE
DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

50. NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DEPUIS FÉVRIER 2004.

Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2003-2004, en précisant le nombre depuis février 2004.

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE
DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

51. MONTANT DES CIBLES DE COMPRESSIONS FIXÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR.

Pour chaque ministère et organisme, le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2003-2004 et mesures prises pour chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles.

S/O

CONSEIL CONSULTATIF DU TRAVAIL ET DE LA MAIN-D'OEUVRE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

51. MONTANT DES CIBLES DE COMPRESSIONS FIXÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR.

Pour chaque ministère et organisme, le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2003-2004 et mesures prises pour chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles.

La contribution demandée au Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre dans le cadre des équilibres budgétaires 2003-2004 s'élevait à 14 100,00 \$.

La réduction de différentes dépenses d'opération a permis de satisfaire à l'objectif fixé.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

52. NOMINATIONS EFFECTUÉES PAR LE CONSEIL DES MINISTRES.

La liste des nominations effectuées par chaque membre du Conseil des ministres.

**CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE
DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

53. SOLUTIONS PROPOSÉES DANS LE CADRE DES TRAVAUX SUR LA RÉINGÉNIERIE DE L'ÉTAT.

Les solutions proposées par chaque ministère ou organisme dans le cadre des travaux portant sur la réingénierie de l'État à la demande du Conseil exécutif, du Conseil du trésor ou des comités formés par le gouvernement.

**CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE
DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

54. CONTRATS CONFIS À L'EXTERNE À DES FINS DE RÉINGÉNIERIE.

La liste des contrats confiés à l'externe par chaque ministère ou organisme à des fins de réingénierie (discours, séances de remue-méninges, etc.).

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LA RÉPONSE À LA QUESTION N° 8.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

55. SOMMES DÉPENSÉES POUR LES VOYAGES EN AVION, AU QUÉBEC ET À L'ÉTRANGER.

Les sommes dépensées pour les voyages en avion de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger :

- a) au Québec;
- b) à l'étranger.

a) au Québec :

S/O

b) à l'étranger :

M. Michel Després, ministre :

Voyage à Banff en Alberta du 21 au 25 janvier 2004 — billet d'avion : 754,00 \$

M^{me} Marie-Claude Francoeur, directrice de cabinet :

Voyage à Banff en Alberta du 21 au 25 janvier 2004 — billet d'avion : 754,00 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

56. NOMBRE D'ATTACHÉS POLITIQUES QUI ONT SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE.

Nombre d'attachés politiques qui ont signé les directives du premier ministre intitulées *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

58. ÉVOLUTION DEPUIS 2000 DU NOMBRE DE FONCTIONNAIRES RESPONSABLES DES DOSSIERS DE CONDITION FÉMININE.

Pour chaque ministère et organisme, évolution depuis 2000 du nombre de fonctionnaires responsables des dossiers de condition féminine et prévision d'effectifs pour 2004-2005.

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE
DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

59. PUBLICATIONS RELATIVES À LA CONDITION FÉMININE.

Liste de toutes les publications relatives à la condition féminine pour 2003-2004, publiées par chaque ministère et organisme.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LA RÉPONSE À LA QUESTION N° 3.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

60. RAPPORTS DES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS ET GROUPES DE TRAVAIL.

Copie des rapports de tous les comités interministériels et de tous les groupes de travail pour chaque ministère et organisme en 2003-2004.

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE
DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**61. PARTIES ACCESSIBLES AU PUBLIC DES MÉMOIRES AU CONSEIL DES
MINISTRES.**

Copie des parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres.

**CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE
DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.**

ÉTUDE DES CRÉDITS

2004-2005

Demande de renseignements particuliers



MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
1. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats en 2003-2004. Valeur du mandat.....	99
2. Prévisions budgétaires pour l'année en cours et compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère du Travail et pour tous les organismes sous la juridiction du ministre du Travail.....	101
3. Dans le cadre de la réingénierie, toute étude, analyse, sondage, protocole touchant les responsabilités du ministère du Travail, du ministre du Travail ou des organismes relevant du ministère du Travail.....	102
4. Toute étude, analyse, avis et sondage concernant :.....	103
• Le harcèlement psychologique;	
• L'entrée en vigueur de la loi 31 modifiant le Code du travail.	
5. Liste des comités interministériels ou avec tout autre partenaire. Pour chaque comité, le mandat, les membres, le budget et les résultats.....	104
73. Nombre de dossiers au BEM et évolution des délais d'attente au cours des trois dernières années et depuis le début de 2004.....	108
74. Nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant au cours de la dernière année.....	109
75. Nombre d'avis demandés par la CSST et le nombre d'avis demandés par les employeurs.....	110
76. Ventilation des coûts de fonctionnement du BEM.....	111
77. Répartition des effectifs selon la spécialité et heures travaillées.....	112
78. Nombre d'avis demandés par la CSST même s'il n'y a pas contestation.....	113
79. Liste des avis de licenciements collectifs reçus au ministère depuis le 1 ^{er} janvier 2003 jusqu'à ce jour. Ventilation par région et renseignements suivants :.....	114
a) nom et adresse de l'entreprise;	
b) date de l'avis et/ou de la fermeture;	
c) type ou secteur d'activité de l'entreprise;	
d) nombre total d'employés de l'entreprise;	
e) nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;	
f) motifs du licenciement.	

CONSEIL CONSULTATIF DU TRAVAIL ET DE LA MAIN-D'OEUVRE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****TABLE DES MATIÈRES**

	PAGE
1. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats en 2003-2004. Valeur du mandat.....	100
70. Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au CCTM et copie des avis transmis au ministre au cours des deux dernières années, en indiquant l'état des travaux en cours.....	105
71. Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM au cours des deux dernières années et en cours.....	106
72. Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de griefs, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré au cours des deux dernières années.....	107

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

1. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec.

Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats en 2003-2004. Valeur du mandat.

Les mandats suivants ont été confiés en 2003-2004 par le Ministère à la Société immobilière du Québec.

- Aménagement d'une suite ministérielle, d'environ 190 m² au 9^e étage du 500, René-Lévesque Ouest à Montréal pour un coût mensuel de loyer de 4 600,00 \$.
- Construction d'un bureau de directrice, de deux bureaux de conciliateur et réaménagement de l'accueil de la Direction générale des relations du travail (DGRT) au 3^e étage du 35, de Port-Royal Est à Montréal, au coût de 76 000,00 \$.

CONSEIL CONSULTATIF DU TRAVAIL ET DE LA MAIN-D'OEUVRE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

1. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec.

Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats en 2003-2004. Valeur du mandat.

Il n'y a pas eu de mandat confié par le Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) à la Société immobilière du Québec (SIQ) en 2003-2004.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2. Prévisions budgétaires pour l'année en cours et compressions demandées par le Conseil du trésor.

Prévisions budgétaires pour l'année en cours et compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère du Travail et pour tous les organismes sous la juridiction du ministre du Travail.

VOIR LE CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS DU PORTEFEUILLE DU TRAVAIL.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

3. Étude, analyse, sondage, protocole dans le cadre de la Réingénierie.

Dans le cadre de la réingénierie, toute étude, analyse, sondage, protocole touchant les responsabilités du ministère du Travail, du ministre du Travail ou des organismes relevant du ministère du Travail.

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS. DE PLUS, L'INFORMATION N'EST PAS ACCESSIBLE EN VERTU DES ARTICLES 20, 33, 37, 38 ET 39 DE LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. Étude, analyse, avis et sondage.

Toute étude, analyse, avis et sondage concernant :

- le harcèlement psychologique ;
- l'entrée en vigueur de la loi 31 modifiant le Code du travail.

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5. Comités interministériels.

Liste des comités interministériels ou avec tout autre partenaire. Pour chaque comité, le mandat, les membres, le budget et les résultats.

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

CONSEIL CONSULTATIF DU TRAVAIL ET DE LA MAIN-D'OEUVRE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

70. LISTE DES AVIS DEMANDÉS PAR LE MINISTRE OU LE GOUVERNEMENT AU CCTM ET COPIE DES AVIS TRANSMIS AU MINISTRE AU COURS DES DEUX DERNIÈRES ANNÉES, EN INDIQUANT L'ÉTAT DES TRAVAUX EN COURS

Liste des avis et recommandations du CCTM transmis au ministre du Travail ou au gouvernement.

Pour l'exercice financier 2002-2003 :

Avis concernant les désignations à la présidence et aux vice-présidences de la Commission des lésions professionnelles

(Avis demandé le 30 septembre 2002 et transmis au ministre du Travail le 15 octobre 2002)

Avis concernant le projet de révision de la *Loi sur les normes du travail* présenté dans le document de consultation intitulé *Revoir les normes du travail au Québec : Un défi collectif*

(Avis demandé le 9 mai 2002 et transmis au ministre du Travail le 20 juin 2002)

Avis concernant la nomination d'un commissaire à la Commission des lésions professionnelles

(Avis demandé le 14 mars 2002 et transmis au ministre du Travail le 22 avril 2002)

.....

Pour l'exercice financier 2003-2004 :

Recommandation concernant un projet de règlement remplaçant le *Règlement sur la rémunération de l'arbitre de grief ou de plainte dans l'industrie de la construction*

(Transmise à la sous-ministre adjointe des politiques, de la recherche et de l'administration du ministère du Travail le 9 juillet 2003)

Aucun avis en cours.

CONSEIL CONSULTATIF DU TRAVAIL ET DE LA MAIN-D'OEUVRE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

71. LISTE ET COPIE DES AVIS RÉALISÉS À L'INITIATIVE DU CCTM AU COURS DES DEUX DERNIÈRES ANNÉES ET EN COURS

Liste des avis réalisés à l'initiative du CCTM.

Pour l'exercice financier 2002-2003 :

Recommandation concernant le projet de Règlement sur la rémunération des arbitres
(Transmise au ministre du Travail le 6 juin 2002)

Avis visant à favoriser la prise de la retraite progressive
(Transmis au ministre du Travail le 17 mai 2002)

Stratégie du CCTM intitulée : *Adapter les milieux de travail au vieillissement de la main-d'œuvre*
(Transmise au ministre du Travail le 22 avril 2002)

.....

Pour l'exercice financier 2003-2004 :

Avis concernant les ressources alloués à la Commission des relations du travail
(Transmis au ministre du Travail le 11 juillet 2003)

Avis visant l'intégration des tarifs de rémunération des arbitres dans la *Liste annotée d'arbitres de griefs*
(Transmis au ministre du Travail le 18 décembre 2003)

Avis concernant le projet de loi no 35 *Loi modifiant la Loi sur la justice administrative et d'autres dispositions législatives*
(Transmis au ministre du Travail le 28 janvier 2004)

Aucun avis en cours.

CONSEIL CONSULTATIF DU TRAVAIL ET DE LA MAIN-D'OEUVRE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

72. NOMBRE DE PLAINTES TRAITÉES PAR LE CONSEIL CONSULTATIF DU TRAVAIL ET DE LA MAIN-D'ŒUVRE (CCTM) CONCERNANT LES ARBITRES DE GRIEFS, NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES ET NOMBRE DE CAS EN DÉLIBÉRÉ AU COURS DES DEUX DERNIÈRES ANNÉES

Nombre de plaintes traitées par le Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) concernant les arbitres de griefs, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré.

Plaintes reçues entre le 1^{er} avril 2002 et le 31 mars 2003

Au cours de cet exercice financier, le Conseil a reçu cinq plaintes :

- deux plaintes ont été jugées recevables : une est à l'étude et l'autre a été retirée par le plaignant ;
- deux plaintes ont été jugées non recevables ;
- une plainte reçue à la fin du présent exercice demeure en suspens.

Plaintes en suspens au 31 mars 2002 :

Au cours de l'exercice financier 2002-2003, le Conseil a également traité sept dossiers de plainte qui étaient en suspens au 31 mars 2002 :

- trois plaintes jugées recevables qui étaient en suspens au 31 mars 1998 ont été retirées ;
- une plainte jugée recevable qui était en suspens au 31 mars 2000 a été retirée ;
- deux plaintes jugées recevables au cours de l'exercice 2001-2002 ont été retenues : une comme étant fondée et l'autre comme étant fondée en partie (certains éléments étant en suspens) ;
- une plainte jugée recevable au cours de l'exercice 2001-2002 a été déclarée non fondée.

Plaintes reçues entre le 1^{er} avril 2003 et le 31 mars 2004

Au cours de cet exercice financier, le Conseil a reçu trois plaintes. Ces plaintes sont actuellement à l'étude.

Plaintes en suspens au 31 mars 2003 :

Au cours de l'exercice financier 2003-2004, le Conseil a également traité deux dossiers de plaintes qui étaient en suspens au 31 mars 2003 :

- une plainte jugée recevable au cours de l'exercice financier précédent a été déclarée non fondée ;
- une plainte est retirée.

BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

73. DOSSIERS AU BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE ET DÉLAIS D'ATTENTE.

Nombre de dossiers au BEM et évolution des délais d'attente au cours des trois dernières années.

En 2001, 11 544 demandes et délai moyen de 34 jours.

En 2002, 11 496 demandes et délai moyen de 37 jours.

En 2003, 12 511 demandes et délai moyen de 19 jours.

BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

74. NOMBRE D'AVIS AU BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE.

Nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant au cours de la dernière année.

Donnée non disponible.

BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

75. NOMBRE D'AVIS DEMANDÉS PAR LA CSST ET PAR LES EMPLOYEURS.

Nombre d'avis demandés par la CSST et le nombre d'avis demandés par les employeurs.

Du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2003 :

Nombre de contestations de l'employeur :	8 626
Nombre de contestations par la CSST :	855
Nombre d'avis demandés par la CSST :	1 419
Nombre de contestations de l'employeur et avis par la CSST :	3
Nombre de contestations et avis par la CSST :	<u>1 608</u>
Nombre total de demandes :	12 511

BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

76. VENTILATION DES COÛTS DE FONCTIONNEMENT DU BEM.

Ventilation des coûts de fonctionnement du BEM.

Les coûts de fonctionnement du BEM pour l'année civile 2003 : 1 727 988 \$

Rémunération : 1 217 483 \$

Fonctionnement – Autres dépenses : 510 505 \$

N. B. : Des investissements de 512 267 \$ ont également été consentis pour finaliser le développement d'un système informatique.

BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

78. NOMBRE D'AVIS DEMANDÉS PAR LA CSST SANS CONTESTATION.

Nombre d'avis demandés par la CSST même s'il n'y a pas contestation.

Nombre d'avis demandés par la CSST : 1 419.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

79. Liste des avis de licenciements collectifs.

Liste des avis de licenciements collectifs reçus au ministère depuis le 1^{er} janvier 2003 jusqu'à ce jour. Ventilation par région et renseignements suivants :

- a) nom et adresse de l'entreprise;
- b) date de l'avis et/ou de la fermeture;
- c) type ou secteur d'activité de l'entreprise;
- d) nombre total d'employés de l'entreprise;
- e) nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;
- f) motif du licenciement.

Depuis le 1^{er} mai 2003 et consécutivement à une modification à la *Loi sur les normes du travail* – réf. : art. 84-0-4) la responsabilité de réception des avis de licenciement collectif a été transférée au ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille.